



Appel de la Commission Exécutive FNPOS CGT du 7 décembre 2022

Nous réaffirmons nos valeurs de paix en dénonçant les guerres impérialistes et le danger de l'allégeance française à l'OTAN réaffirmée lors de la visite de macron aux Etats-Unis.

Les peuples doivent pouvoir décider de leur destin ainsi le slogan iranien « femmes, vie, liberté » trouve tout son sens dans de nombreux endroits du globe.

En France après avoir subi les pénuries alimentaires, c'est désormais la pénurie énergétique qui doit s'organiser à coup de circulaires envoyées aux préfets.

Pour plus de 10 millions de personnes cette précarité est déjà le quotidien aggravé de façon exponentielle par l'inflation et les mesures antisociales de Macron et ses gouvernements.

Après la réforme de l'assurance-chômage qui diminue drastiquement le montant des allocations, voilà qu'à partir du 1er février la durée va en être réduite de 25%. 9 mois de supprimer pour les demandeurs d'emplois les plus âgés.

Et pourtant la précarité instaurée par les politiques libérales ne cesse de gagner du terrain et devient une vraie réalité pour une frange de plus en plus importante de la population alors qu'à l'autre bout de la chaîne, les profits explosent et les actionnaires se gavent.

Cette indécence permanente qu'est l'accaparement des richesses qui sont le produit des travailleurs par les détenteurs du capital, prouve, s'il le fallait, que l'argent existe pour l'augmentation générale des salaires et leur indexation sur l'inflation.

Partout en France et dans de nombreux secteurs, les salariés se mobilisent pour les salaires, les conditions de travail et la création d'emploi stable.

Les salariés du Régime Général de la Sécurité sociale, la MSA comme ceux de la Mutualité sont appelés le 13 décembre à une journée de grève et de mobilisation afin d'obtenir satisfaction sur leur revendication salariale.

Ils doivent être entendus par leurs employeurs et le gouvernement après des années sans augmentation digne de ce nom plutôt que de vouloir reculer l'âge du départ à la retraite à 65 ans.

Pourtant, même la cour des comptes souligne la fiabilité financière de notre système de retraite, laissant apparaître que rien ne justifie une telle réforme si ce n'est faire plaisir aux organismes financiers ou à la commission européenne et répondre à des injonctions purement idéologiques.

Défendons notre Protection Sociale solidaire face à un système d'exploitation et d'individualisation à outrance.

Luttons sans attendre pour imposer notre projet progressiste.

Pour nos salaires et pensions, pour nos retraites, c'est dans la rue que ça se gagne !

